

communes. Les contrats des armées seuls suffiraient à les occuper pendant des années.

Aujourd'hui il nous est défendu, par les traités de commerce passés par l'Angleterre, avec toutes les nations de l'Europe, d'entrer une seule botte, sur ce vaste marché qui réclame nos produits, mais qu'il ne nous est pas permis d'alimenter.

Demandez à Messieurs Boivin et Mullarky de Montréal ce qu'ils pensent de la nécessité absolue où ils se trouvent d'exporter en Europe les produits de leurs grands ateliers de cordonnerie.

Est-ce là une situation qui doive toujours durer ? Est-ce que le moment n'est pas venu, pour nos hommes politiques, de s'occuper enfin d'une question aussi sérieuse ? Pourquoi avons nous un gouvernement, si malheureusement il n'a pas le droit de s'occuper de faire vivre le peuple, de lui donner de l'ouvrage, de lui ouvrir les marchés les plus avantageux, pour la vente de ses produits ?

Les États-Unis avant leur indépendance.—Il y a un siècle à peine, les colonies de la Nouvelle-Angleterre se trouvaient absolument dans la pénible position où nous sommes aujourd'hui. Placées sous la tutelle de l'Angleterre, elles se voyaient exclues du monde civilisé. Leurs produits n'avaient pas d'autre débouché que les marchés anglais, sur lesquels ils se vendaient à des prix impossibles, tandis que les marchés étrangers, où ils auraient pu les écouler facilement, leur étaient fermés avec la plus extrême rigueur. Aussi, la gêne était-elle générale, le commerce paralysé et les manufactures dans l'impossibilité de lutter avec avantage contre les importations étrangères.

Les colonies de la Nouvelle-Angleterre traînaient donc péniblement leur chaîne, lorsqu'enfin les hommes d'action, sans distinction de partis, résolurent de briser le lien colonial et de donner à leur pays l'indépendance, qui seule pouvait faire sa prospérité.

C'est alors qu'on vit Washington, entouré de tous les hommes marquants de la colonie, exposer au gou-